



## **Pétition - Donnez un avenir aux agents du Ministère des Sports**

mardi 18 septembre 2018, par [Bariaud](#)

[Signez la pétition](#) à l'initiative des organisations syndicales CFDT - La CGT - UNSA éducation - UNSA santé-cohésion sociale - CFTC - F.S.U. - Solidaires

Madame la Ministre des Sports,

Nous, agents des services de l'État du Sport (Direction Centrale, Services Déconcentrés, Conseillers Techniques Sportifs placés auprès des fédérations sportives, établissements publics rattachés au ministère des Sports, et pôles ressources nationaux) du Bureau de la communication Jeunesse et Sports (BCOMJS), du Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) et de la Direction des Finances, des Achats et des Services (DFAS) du Secrétariat Général des Ministères Sociaux (SG-MAS), sommes inquiets et amenés à vous interpeler.

En mars 2018, nous avons appris, par la presse, la future création d'une agence du sport. Depuis, nous entendons, dans les couloirs ou, toujours dans la presse, des bruits. Malgré la tenue de quelques réunions plus ou moins improvisées, nous manquons cruellement d'informations stables et fiables.

Quelles seront les missions de la Direction des Sports et celles de l'agence dans 4 mois ? Nous n'en savons rien. Quels seront les moyens financiers dont disposeront l'agence et la Direction des Sports dans 4 mois ? Nous n'en savons rien.

Au sein de quelle structure, de l'agence, de la DS, ou d'une autre administration, chacun d'entre nous travaillera dans 4 mois ? Nous n'en savons rien.

Les contractuels travailleront-ils encore dans 4 mois ? Nous n'en savons rien.

Nous sommes dans le flou. Nous ne sommes pas considérés comme des personnes. Nous avons pourtant pour la plupart des parcours riches, des valeurs fortes, des compétences affirmées, et un sens du service public à toute épreuve. Même si nous avons le statut de fonctionnaire ou d'agent public... Nous sommes prêts à évoluer... Et même à co-construire l'avenir ! Or nous avons le sentiment d'être réduits à notre unique identité d'ETP, à une charge pour l'État ?

Alors que notre gouvernement parle de concertation et de dialogue social rénové, nous sommes totalement écartés alors que le changement qui s'annonce est radical. Nous souhaitons, dès vos premiers jours à la tête de notre ministère, vous alerter sur une situation de plus en plus préoccupante et qui dure depuis trop longtemps.

Cette préoccupation vient s'accroître quand (dernier élément en date) nous apprenons, une fois de plus par voie de presse que la suppression des postes de 1600 ETP à l'horizon 2022 est au programme. Cette décision est révélatrice du peu d'égard du Gouvernement et de l'administration pour les agents, qui ont structuré depuis la fin de la seconde guerre le service public du sport.

En conséquence, nous vous demandons a minima de bien vouloir nous communiquer officiellement et mensuellement les informations nous concernant, à savoir votre position et arbitrage sur :

- la création d'une agence nationale du sport avec son mode de gouvernance et son périmètre d'intervention
- le budget du programme sport BOP 219
- le budget du programme BOP 124 (ressources humaines)
- les compétences prévisionnelles de la future agence et de la Direction des Sports ;
- les moyens humains prévisionnels de la future agence et de la Direction des Sports ;
- moyens financiers prévisionnels de la future agence et de la Direction des Sports.

Nous souhaitons d'autre part avoir un calendrier précis et une analyse d'impact portant tout particulièrement sur les missions des agents en poste, leur rémunération, leur mobilité professionnelle et géographique. Nous vous demandons enfin de mobiliser d'ores et déjà les services de la Direction des Ressources Humaines pour que chaque agent bénéficie d'un accompagnement adapté.

Enfin dans ce contexte exceptionnel, nous vous demandons de donner des informations claires et sincères pour favoriser les échanges entre les agents - hors hiérarchie - et de faire preuve d'une extrême vigilance face à des tentatives éventuelles d'intimidation, ou de harcèlement moral à l'égard des agents concernés.

Nous vous remercions, Madame la Ministre des Sports, de considérer notre demande.